

**AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Index AI : POL 30/005/2007 (Public)
Bulletin n° : 053
ÉFAI
19 mars 2007

Embargo : 19 mars 2007 09h00 TU

Contrôlez les armes. Les gouvernements doivent tenir leur promesse et élaborer un traité sur le commerce des armes qui permettra à terme de sauver des vies

Oxfam International, Amnesty International, Saferworld et le Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL)

Genève : Alors que le Royaume-Uni présente son projet de traité sur le commerce des armes (TCA), la campagne *Contrôlez les armes* appelle tous les gouvernements, en ce lundi 19 mars, à veiller à ce que leurs propositions de traité recommandent l'interdiction des transferts d'armes qui alimentent les conflits, la pauvreté et de graves atteintes aux droits humains.

Les militants de la campagne mettent en garde contre le fait que le vote historique de l'Assemblée générale des Nations unies, en décembre 2006, en faveur de l'élaboration d'un traité sur le commerce des armes, risquerait de perdre tout son sens autrement. Le secrétaire général des Nations unies consulte actuellement tous les gouvernements sur la viabilité, le champ d'application et les paramètres d'un traité sur le commerce des armes.

Ce lundi 19 mars, les gouvernements d'Argentine, d'Australie, de Costa Rica, de Finlande, du Japon, du Kenya et du Royaume-Uni, réunis aux Nations unies à Genève, appellent tous les gouvernements à prendre part au processus d'élaboration d'un traité sur le commerce des armes sous l'égide des Nations unies. Les militants de la campagne *Contrôlez les armes* y présentent également leur vision du traité.

«Les recherches menées par Amnesty International au cours de ces dix dernières années ont montré de façon constante que les transferts irresponsables d'armement alimentent de graves atteintes aux droits humains à travers le monde. Si les gouvernements veulent sérieusement empêcher de tels abus, il faut qu'un traité global sur le commerce des armes, comportant de sérieuses garanties en matière de respect des droits humains, soit élaboré», a déclaré Helen Hughes, chargée de recherche de l'équipe *Contrôlez les armes* à Amnesty International.

Le gouvernement britannique propose un traité juridiquement contraignant sur le commerce des armes, couvrant toutes les armes conventionnelles et interdisant explicitement les transferts d'armes qui alimentent les conflits et de graves atteintes aux droits humains, sont une entrave au développement et la cause d'actes de criminalité et de terrorisme. La proposition britannique couvre tous les transferts d'armement entre gouvernements et entre marchands d'armes. Toutefois, les militants de la campagne s'inquiètent de ce que cette proposition ne prévoit pas la mise à disposition de ressources adéquates pour aider à la mise en œuvre du Traité par les pays pauvres. Sans moyens pour le faire appliquer, l'accord pourrait n'avoir qu'un impact réduit sur le commerce des armes.

«Ce traité représente potentiellement l'avancée la plus significative de ces vingt dernières années en termes de contrôle international des armes conventionnelles ; il est facteur d'espoir pour des millions de gens qui souffrent dans des régions du monde en proie à des conflits. Malgré cela, si les 153 gouvernements qui ont voté pour le traité en décembre 2006 ne se décident pas à prendre des mesures draconiennes, il ne sauvera pas une seule vie. Il ne faut pas permettre aux sceptiques de l'édulcorer», a déclaré Ana Macdonald, directrice de la campagne *Contrôlez les armes* à Oxfam.

Seuls les États-Unis ont voté contre la résolution en faveur de l'élaboration du traité en décembre 2006. Bien qu'ayant des lois nationales relativement strictes en matière de contrôle des exportations d'armes, les États-Unis se montrent réticents face à un nouvel engagement international.

«Aujourd'hui, deux des principaux alliés des États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, se sont dressés pour exiger un traité fort sur le commerce des armes afin de faire cesser les transferts irresponsables d'armement, cause de tant de souffrances dans le monde. C'est une étape importante pour mettre fin au scandale du commerce incontrôlé des armes et nous espérons que les États-Unis suivront leur exemple», a déclaré Roy Isbister, animateur de l'équipe Contrôle des transferts d'armes à Saferworld, au nom du Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL).

Pour plus d'informations, merci de contacter Clare Rudebeck, attachée de presse, campagne *Contrôlez les armes* au +44 (0) 7769 887 139. Email: crudebeck@oxfam.org.uk

Note aux rédacteurs

La synthèse résumant les positions des militants de la campagne (*Évaluer la viabilité, le champ d'application et les paramètres d'un traité sur le commerce des armes : le point de vue d'ONG*) a été publiée par le Comité directeur pour un traité sur le commerce des armes, qui compte parmi ses membres : Africa Peace Forum, Amnesty International, la Fondation Arias, Friends Committee on National Legislation, Instituto Sou da Paz, le Réseau d'action international sur les armes légères, Nonviolence International, Oxfam International, Project Ploughshares, Saferworld, Schweitzer Institute, Caritas Internationalis, Viva Rio, Women's Institute for Alternative Development.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>